

# Cartographie des réseaux de pouvoir du président nigérian Muhammadu Buhari



**Benjamin AUGÉ**

Février 2017

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l’Ifri s’impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 978-2-36567-685-4

© Tous droits réservés, Ifri, 2017

#### **Comment citer cette publication :**

Benjamin Augé « Cartographie des réseaux de pouvoir du président nigérian Muhammadu Buhari », *Notes de l’Ifri*, Ifri, février 2017.

#### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

#### **Ifri-Bruxelles**

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : [bruxelles@ifri.org](mailto:bruxelles@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

# Auteur

Chercheur associé à l'Ifri, **Benjamin Augé** est docteur en géographie de l'Institut français de géopolitique (université Paris 8), il est par ailleurs le rédacteur en chef de la lettre d'information *Africa Energy Intelligence* (groupe Indigo Publications). Il enseigne la géopolitique du pétrole et du gaz en Afrique au sein de l'Executive Master in Energy and Natural Resources d'Hamad Ben Khalifa University – HEC/Georgetown University/Texas A&M – au Qatar ainsi qu'à l'université de Nouakchott en Mauritanie et à l'Instituto Nacional de Relacoes Internacionais (ISRI) au Mozambique.

Ses recherches se focalisent sur la gouvernance des pays pétroliers et gaziers africains. Benjamin Augé s'intéresse notamment aux conflits entre les différents acteurs (locaux, nationaux, internationaux) pour le contrôle des zones pétrolières ainsi qu'aux litiges frontaliers liés aux gisements pétroliers et gaziers. Outre le Nigeria, l'Angola, le Gabon et la République du Congo, il se focalise particulièrement sur les récents et futurs pays producteurs d'hydrocarbures comme le Soudan, le Tchad, la Mauritanie, l'Ouganda, le Ghana, le Mozambique et la Tanzanie.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>4</b>
<b>LES PERSONNALITÉS CLÉS DU « SYSTÈME » BUHARI</b> .....	<b>6</b>
Armée.....	7
Présidence .....	8
Lutte anticorruption .....	10
Pétrole et delta du Niger.....	11
Ministres et secrétaires généraux de ministères .....	13
Sociétés et agences d'État.....	17
Des réseaux parallèles d'hommes de confiance .....	18
La relation entre le président Buhari et sa coalition de l'All Progressives Congress (APC) .....	19
<b>L'IMPACT DE LA GOUVERNANCE BUHARI SUR LES AFFAIRES NIGÉRIANES</b> .....	<b>21</b>

# Introduction

Élu en mars 2015 et en poste depuis la fin du mois de mai 2015, l'actuel président nigérian, Muhammadu Buhari, a remporté les suffrages d'une frange relativement modeste de la population nigériane<sup>1</sup>. Les 15 millions de Nigériens qui ont voté pour l'actuel chef de la fédération nigériane ont été sensibles à ses promesses répétées d'appliquer des politiques radicalement différentes de celles de son prédécesseur, Goodluck Jonathan. Ancien militaire putschiste de 1983 à 1985, le nouveau président s'est fait élire après trois tentatives infructueuses (2003, 2007 et 2011) sur la base de deux principaux éléments : un programme de lutte contre Boko Haram et une volonté de combattre la corruption. Les pays occidentaux entretenant de fortes relations avec le Nigeria (les États-Unis, la Grande-Bretagne et, dans une moindre mesure, la France) ont été séduits par ce programme et ont considéré que Buhari avait des atouts pour s'attaquer rapidement et résolument à deux problèmes majeurs de la période Jonathan : la gabegie généralisée et le désintérêt profond pour le phénomène terroriste Boko Haram<sup>2</sup>. Cependant, quasiment deux ans après l'élection du nouveau président nigérian, les difficultés du pays se multiplient (économie en berne, inefficacité du système judiciaire, prise de décision particulièrement lente, crise sécuritaire dans la région pétrolière sud-sud et sud-est). Le désenchantement est déjà palpable chez les Nigériens comme au sein des ambassades à Abuja.

Basée sur plus d'une centaine d'entretiens<sup>3</sup> réalisés en 2015 et 2016 à Abuja, cette note initialement rédigée à la mi-2016 puis mise à jour au début 2017, se propose d'expliquer le mode de fonctionnement de la présidence Buhari en explorant le poids des réseaux officiels et officieux du leader de la première économie d'Afrique.

---

1. Muhammadu Buhari n'a pas été élu largement. Seuls 23 % des inscrits et 16,9 % des Nigériens en âge de voter ont déposé un bulletin de vote pour l'actuel président. Ainsi 15,5 millions de Nigériens se sont portés sur Buhari alors que son principal concurrent l'ancien président Goodluck Jonathan a obtenu 12,8 millions des voix. Ces pourcentages ont été calculés en se basant sur les chiffres de l'Independent Electoral National Commission (INEC), la commission électorale.

2. Nous mettons ici entre parenthèses les deux derniers mois de la présidence de Goodluck Jonathan pendant lesquels d'importants moyens ont été utilisés pour lutter contre la secte avec comme seul objectif d'emporter les élections qui semblaient à l'époque, à juste titre, plus que compromises pour le régime en place.

3. Les entretiens ont parfois été menés avec les mêmes interlocuteurs à six mois d'intervalle, ceci permettant de comprendre leur changement de point de vue.

Le rôle des personnalités clés à la présidence, dans les ministères, au sein de l'armée, des services de renseignement, au gouvernement ainsi que dans les sociétés d'État sera particulièrement développé ici. Ce travail sera aussi l'occasion de faire un point sur les personnalités n'occupant pas systématiquement un poste officiel mais qui ont pourtant une influence significative sur le président. La prise de décision, très lente, du président Buhari ainsi que ses méthodes de travail seront également mises en lumière grâce aux témoignages de personnalités qui le côtoient depuis des années voire des décennies. Au vu du nombre important d'institutions officielles de la fédération, nous nous sommes focalisés, dans une première partie, sur les plus importantes d'entre elles ainsi que sur des réseaux plus informels. La deuxième partie se veut davantage une analyse de ce vaste panorama. Nous tâcherons ainsi de décrypter la gouvernance de la présidence Buhari lors de sa première année et de fournir quelques pistes de réflexion pour les deux ans qui lui reste.

# Les personnalités clés du « système » Buhari

Comme dans tout État, certaines nominations ont valeur de symbole et il arrive parfois que de forts décalages existent entre le titre attribué et le poids réel des personnes choisies. Certains fonctionnaires, du fait de leur proximité avec le président, jouent un rôle plus important que des ministres. D'autres, en revanche, affichent un titre plus prestigieux que la réalité de leur pouvoir et ont peu de liens avec le président ou ses proches.

Avant de décrire les différentes administrations et le choix des personnalités pour les diriger, il importe de comprendre que Muhammadu Buhari n'accorde pas sa confiance aisément. À l'exception de certains cadres spécialisés dans des domaines très précis (comme le pétrole) et rencontrés récemment par l'intermédiaire de ses proches, les seules personnalités avec lesquelles le président a une proximité suffisante pour échanger librement, et éventuellement prendre en compte leur opinion, sont celles qu'il connaît depuis des décennies. Il s'agit souvent de militaires du nord, plutôt âgés, à son image. Afin d'appréhender le mode de fonctionnement de ce régime et d'expliquer les ratés et l'extrême lenteur de cette première année de pouvoir, nous avons choisi de nous intéresser aux centres du pouvoir et aux agences gouvernementales les plus puissantes, ainsi qu'aux réseaux personnels du président.

Avant de nommer ses conseillers et hommes de confiance à la présidence, le président Buhari a confié en mai 2015 à **Alhaji Ahmed Joda** les clés d'un comité de transition dont le rôle était de faire le lien entre les équipes de l'ancienne présidence de Goodluck Jonathan et celles de la nouvelle administration. Joda incarne parfaitement le type de personnalité politique que Buhari respecte et apprécie avoir à ses côtés. Âgé de plus de 80 ans, originaire de l'État nordiste de l'Adamawa, Joda a été plusieurs fois l'un des membres de ces comités de transition. Ce fut le cas dans un premier temps en 1979, lors de la transition entre la présidence militaire d'Olusegun Obasanjo et le pouvoir civil de Shehu Shagari. Puis, une nouvelle fois en 1999, lorsqu'Olusegun Obasanjo est revenu comme président élu. Le haut fonctionnaire s'était ainsi vu confier le dossier de la gouvernance dans la commission de transition. Alhaji Ahmed Joda représente aux yeux de Buhari une autorité morale et a aussi l'immense avantage d'être doté d'une connaissance fine de l'administration, du fait

notamment de ses anciennes fonctions de *permanent secretary*<sup>4</sup> entre 1966 et 1967. Après avoir récupéré et étudié près de 18 000 pages de documents provenant de tous les ministères et agences gouvernementales, Alhaji Ahmed Joda a rendu en juin 2015 un rapport sur l'état du pays au président Buhari décrivant une situation catastrophique où la corruption était selon ses propres mots « généralisée ». C'est en partant de ce constat que le président nigérian a construit son équipe à la présidence, au gouvernement et dans toutes les autres sociétés et agences d'État. La probité s'est ainsi trouvée au cœur des nominations, et ce parfois au détriment de l'expérience.

## Armée

Avant de nommer les cadres de la présidence ainsi que les conseillers et principaux fonctionnaires, le président Muhammadu Buhari a, dès juillet 2015, mis en place son État-major afin de lutter contre la menace Boko Haram dans le Nord, l'une des priorités affichées lors de sa campagne électorale.

Le 13 juillet 2015, il a d'ailleurs choisi comme chef d'État-major **Tukur Yusuf Buratai**, natif de Borno, auparavant commandant de la deuxième brigade siégeant à Port Harcourt (delta du Niger au sud-est du pays) ainsi que responsable de l'opération *Pulo Shield*, visant à sécuriser les infrastructures pétrolières. Buhari a nommé **Babagana Monguno** comme National Security Adviser (NSA), principal conseiller en matière de défense et de renseignement auprès du président. Ce dernier est également originaire de Borno et ancien chef des renseignements militaires. Le Chief of Air Staff, **Sadique Abubakar**, vient de l'État nordiste de Bauchi. Auparavant, Abubakar occupait la fonction de Chief of Administration du siège de la Nigeria Air Force à Abuja. Le 30 juillet, **Iliya Abbah** est devenu le chef de la Multinational Task Force basée à N'Djamena, institution dont l'objectif est de coordonner la lutte des armées de la région contre Boko Haram. Abbah, issu de l'État septentrional de Nassarawa, a été auparavant actif dans le delta du Niger ainsi que responsable de la deuxième brigade basée à Kano. Il a été remplacé début 2016 par le général **Lamidi Oyebayo Adeosun**, qui était depuis janvier 2015 le Général Officer Commanding (GOC) de la 7<sup>e</sup> division basée à Maiduguri dans l'État de Borno. Adeosun est l'artisan des reconquêtes contre Boko Haram que le régime de Goodluck Jonathan a amorcées désespérément au cours de ses

---

4. Entre 1966 et 1967, durant la dictature militaire de Johnson Thomas Ummakwe Aguiyi Ironsi et Yakubu Dan-Yuma Gowon, aucun ministre n'avait été nommé et les deux leaders dirigeaient le pays par l'intermédiaire de secrétaires généraux de ministères dotés de pouvoirs étendus.



dernières semaines au pouvoir. Adeosun est un Yoruba de la région sud-ouest. Dans l'appareil sécuritaire, il est ainsi l'un des seuls non nordistes placé au sommet de la hiérarchie. Le niveau des militaires choisis prête peu à la critique, excepté au niveau de la géopolitique intérieure du Nigeria. Les leaders des régions non représentées ont exprimé leur mécontentement au moment de ces nominations.

## Présidence

Après la remise du rapport de transition d'Alhaji Ahmed Joda, le président Buhari a pris son temps pour nommer la plupart de ses conseillers et hauts fonctionnaires à la présidence, ainsi que les directeurs de sociétés d'État.

En effet, les premières nominations n'ont été annoncées que le 4 août 2015. **Abba Kyari**, originaire de l'État de Borno et avocat de profession, est une figure centrale de la présidence en tant que directeur de cabinet. C'est un homme d'affaires accompli ayant notamment occupé des fonctions d'administrateur au sein des *majors* Unilever et Mobil Nigeria. Abba Kyari rencontre quantité d'hommes d'affaires et organise l'agenda du président en triant les rendez-vous lorsque nécessaire. Alors que sous la présidence de Goodluck Jonathan de nombreuses personnalités obtenaient des rendez-vous par l'intermédiaire de cadres du régime (gouverneurs, fonctionnaires divers, ministres, parti), à l'heure actuelle, les demandes de rendez-vous sont centralisées par Abba Kyari.

Pour organiser l'agenda du président, Abba Kyari se repose également sur le chef du protocole, **Lawal Abdullahi Kazaure**. Diplomate de carrière, il était déjà à la présidence sous la précédente mandature, en charge des fuligineuses « affaires présidentielles », ce qui peut recouvrir différents sens selon les demandes du président. Nommé également en août 2015, le secrétaire du gouvernement de la fédération, **Babachir David Lawal** (61 ans, originaire de l'État de l'Adamawa) est l'ancien vice-président pour la région du nord-est de la coalition au pouvoir, All Progressives Congress (APC). Ingénieur de l'université de Zaria, il était depuis 1990 à la tête de la petite société Rholavision Engineering Limited, active dans le secteur de l'informatique à Kaduna. Il n'a aucune expérience dans l'administration<sup>5</sup>. Quant au secrétaire général de la présidence, nommé en novembre 2015, **Jalal Arabi**, il était auparavant conseiller juridique depuis le début de la présidence d'**Umaru Yar'Adua** en 2007. Son assistante spéciale pour les affaires étrangères et la diaspora, **Abike Dabiri-Erewa**, nommée en février 2016, est une ancienne parlementaire

---

5. Le secrétaire du gouvernement de la fédération doit s'assurer de la mise en place des décisions dans tous les ministères et sociétés d'État.

de Lagos. À l'Assemblée nationale, elle a occupé les fonctions de présidente de la commission médias, puis de la commission concernant la diaspora. Avant de faire carrière en politique, Abike Dabiri-Erewa a occupé des fonctions au sein de la Nigerian Television Authority. Buhari n'a ainsi aucun conseiller chargé des affaires étrangères, juste une assistante spéciale. Quant au conseiller politique du président, **Babafemi Ojudu**, c'est un ancien journaliste d'investigation célèbre au Nigeria, longtemps emprisonné sous le mandat du président militaire Sani Abacha (1993-1998). Nommé début janvier 2016, il vient d'Ekiti (au nord de l'État de Lagos). Ojudu n'est pas totalement nouveau en politique. En effet, il a été élu à partir de 2011 en tant que sénateur pour l'un des partis (ACN) constitutifs de l'actuelle coalition au pouvoir (APC).

Le conseiller économique, **Adeyemi Dipeolu**, a été directeur de la Division du renforcement des capacités au sein de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA) et ancien ambassadeur. **Tijani Abdullahi**, en charge du planning (élaboration des décisions en particulier en lien avec le ministère du budget et celui du national planning), est un ancien juge et a la particularité d'être le gendre du gouverneur de Kaduna, **Nassir al Rufai**, qui est également l'ancien ministre d'Abuja. La conseillère sur les questions sociales, **Maryam Uwais**, a été l'une des voix du mouvement *Bring Back Our Girls* qui a médiatisé l'enlèvement par Boko Haram de 200 jeunes filles de Chibok en avril 2014 dans l'État de Borno. Elle est l'épouse de l'ancien juge de la Cour suprême, Muhammadu Uwais. Quant au conseiller spécial pour la communication du président, **Femi Adesina**, originaire de l'État d'Osun (nord de Lagos), il était rédacteur en chef du quotidien *The Sun*.

Tâche déjà compliquée sous la précédente présidence, la communication s'avère encore plus difficile avec le président Buhari, tant ce dernier ne souhaite pas adopter les codes habituels et n'aime pas être préparé lors des rares interviews accordées à la presse, en particulier internationale<sup>6</sup>. Aucun des piliers de la présidence ne vient des régions sud-sud ou sud-est. Le choix des membres de l'entourage politique du président, originaires pour la plupart du nord ou du Yoruba land (Lagos, Ekiti, Osun), a ainsi, comme ce fut le cas pour les chefs militaires, suscité la méfiance de zones géopolitiques comme celle du delta du Niger, peu ou pas représentées.

---

6. L'une des manifestations de son impréparation peut se trouver dans son entretien accordé à *Al Jazeera* le 5 mars 2016, [www.aljazeera.com](http://www.aljazeera.com).

## Lutte anticorruption

Outre le renforcement de l'armée, la lutte contre la corruption est la priorité du président Muhammadu Buhari. La principale organisation en charge de la collecte des preuves de corruption, de l'interrogation des présumés coupables et de l'instruction des dossiers avant de les transmettre à la justice est l'Economic and Financial Crimes Commission (EFCC). Cette dernière, créée en 2003 par le président Olusegun Obasanjo, a toujours été suspectée de servir à écarter les opposants politiques au régime en place mais il n'en demeure pas moins qu'elle reste le principal instrument de lutte contre les délits financiers. En novembre 2015, Muhammadu Buhari a décidé de remplacer le président de l'EFCC et de nommer **Ibrahim Mustafa Magu** président par intérim – les sénateurs nigériens ont d'ailleurs refusé d'avaliser sa nomination lors d'une réunion en décembre 2016 reprochant à Magu son train de vie<sup>7</sup>. Magu, originaire de l'État de Borno, est policier de formation. Dès la création de l'EFCC en 2003, il y a travaillé comme enquêteur et chef de l'Economic Governance Section avant de quitter l'institution en 2008 puis d'y faire son retour en 2011 comme directeur adjoint du département en charge des Affaires intérieures. Ce département a pour objectif de s'assurer de la probité des cadres de l'EFCC.

Tous les grands dossiers concernant le régime de Goodluck Jonathan, notamment pétroliers et d'achat d'armements, sont gérés par les services d'Ibrahim Mustafa Magu. Dès l'arrivée de Muhammadu Buhari à la présidence et avant de devenir le numéro un de l'EFCC, le National Security Adviser, Babagana Monguno, avait confié à Ibrahim Mustafa Magu la mission d'enquêter sur tous les achats d'armement entre 2007 et 2015. Cela avait conduit à l'arrestation ainsi qu'à la mise en détention du NSA en fonction sous la présidence Goodluck Jonathan, **Sambo Dasuki**. Ce dernier est suspecté d'avoir distribué de nombreuses commissions afin de conclure des accords d'achat d'armement pour deux milliards de dollars<sup>8</sup>. Bien que ces opérations soient longues, des fonds détournés ont commencé à être rapatriés par les services de l'EFCC et de la fédération nigérienne. De nombreuses procédures judiciaires se concluent au Nigeria par le rapatriement des fonds détournés afin d'éviter la prison.

---

7. Cette décision du sénat est à mettre sur le compte de la méfiance des sénateurs vis-à-vis du président Buhari qui a lancé des procédures judiciaires contre certains d'entre eux dont son président, Bukola Saraki. Cependant, malgré le vote, Buhari a conservé Magu à ses fonctions à l'EFCC.

8. S. Dasuki, « Nigeria's Dasuki 'Arrested over \$2bn Arms Fraud' », *BBC*, 1<sup>er</sup> décembre 2015, [www.bbc.com](http://www.bbc.com) (consulté le 20 septembre 2016).

L'incarcération est rarement prononcée par les tribunaux nigériens pour des faits de corruption. Ces sanctions légères sont de facto peu dissuasives.

## Pétrole et delta du Niger

Malgré sa carrière de militaire, Muhammadu Buhari n'est pas étranger au secteur pétrolier. Dès 1976, il occupe la fonction de ministre du pétrole sous la présidence militaire d'Olusegun Obasanjo et devient à ce titre le premier président de la société nationale Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) en 1977. Plus tard, sous la présidence de Sani Abacha, il est chargé du Petroleum Trust Fund dont le but est de financer, grâce à une partie de la vente du brut, des projets de développement. Le secteur pétrolier est essentiel au développement de l'économie au Nigeria. Premier producteur de pétrole du continent africain avec une production journalière s'élevant à quelque deux millions de barils, 2<sup>e</sup> en termes de réserves derrière la Libye avec 37 milliards de barils, il est aussi le troisième producteur de gaz du continent derrière l'Algérie et l'Égypte et dispose des réserves les plus conséquentes. Le secteur des hydrocarbures représente 90 % des exportations<sup>9</sup> du Nigeria mais seulement 11 % de son PNB. C'est cependant grâce à ces revenus pétroliers que les fonctionnaires sont payés et que les dépenses d'investissement peuvent être effectuées<sup>10</sup>. Dès le début de son mandat, le président nigérien a nommé de nouveaux responsables de la NNPC, convaincu qu'une grande partie de la corruption sous la présidence de Goodluck Jonathan était concentrée au sein de la société d'État.

Le 4 août 2015, les principaux dirigeants de la NNPC entrent en fonction, dont le nouveau directeur général **Emmanuel Kachikwu**, avocat et diplômé de Harvard. Ce dernier a réalisé une grande partie de sa carrière au sein de la *major* américaine ExxonMobil où il fut vice-président de sa branche africaine. Il était depuis longtemps impliqué dans les questions de transparence pour ExxonMobil et avait été secrétaire général de la compagnie au Nigeria. Pour obtenir cette position stratégique à la NNPC, Emmanuel Kachikwu a pu bénéficier du soutien de deux « parrains » très puissants auprès du président nigérien. D'abord, **Theophilus Danjuma**, ancien ministre de la Défense d'Olusegun Obasanjo qui s'est illustré au cours de la guerre du Biafra. Danjuma est par ailleurs à la tête de la société pétrolière Sapetro, présente dans la région du delta du Niger et très prospère. Il a un avantage dont peu de Nigériens

9. The World Bank Overview, Nigeria, [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org) (consulté le 20 septembre 2016).

10. Pour en savoir davantage, voir B. Augé, « Le pétrole au Nigeria, instrument de puissance et miroir d'une fragilité étatique », *Hérodote*, 4/2015 (n° 159), p. 142-154.

peuvent se targuer, Buhari le respecte énormément et l'appelle même « Sir ». Buhari considère en effet que l'unité du Nigeria a été en partie garantie par des militaires comme Danjuma. L'autre parrain de Kachikwu est l'actuel vice-président **Yemi Osinbajo**<sup>11</sup>. Les deux hommes se connaissent depuis longtemps et ont fait partie au même moment de certains groupes d'avocats, comme le Chartered Institute of Arbitration Nigeria (CIAN)<sup>12</sup>. Kachikwu a également été nommé pour son origine, il est issu de la région pétrolifère de l'État de Delta. Cette région, composée de neuf États producteurs, est depuis les années 1990 en crise chronique du fait d'actions de groupes réclamant le contrôle des ressources pétrolières et se sentant marginalisés par le gouvernement. Ce fut le cas par exemple du MEND entre 2006-2009 qui a réussi à diviser par quatre la production pétrolière<sup>13</sup>.

C'est aussi le cas depuis février 2016 des Niger Delta Avengers (NDA), qui visent également les infrastructures pétrolières en vue de faire pression sur le gouvernement, afin qu'il redistribue différemment les revenus pétroliers et classe sans suite des poursuites contre certains de ses membres comme Tompolo. Emmanuel Kachikwu a été encore renforcé par sa nomination le 11 novembre 2015 comme secrétaire d'État aux ressources pétrolières (avec comme ministre en titre le président Buhari). De novembre 2015 à juillet 2016, Kachikwu a cumulé les deux postes jusqu'à ce que son adjoint à la NNPC, **Maikanti Kacalla Baru**, ne prenne sa place comme directeur général du groupe, lui laissant tout de même la fonction de président du conseil d'administration. Outre ce duo – Kachikwu, Baru – ainsi que le conseiller officieux Theophilus Danjuma, une autre personne fait partie du dispositif du président dans le secteur pétrolier, il s'agit de **Tim David-West**. Ce dernier était ministre du Pétrole et de l'Énergie lorsque Buhari était président militaire entre 1983 et 1985. Il a été chargé de réfléchir à la réforme du secteur pétrolier, et ce même avant la victoire de mars 2015. Si à 79 ans il n'a aucune appétence pour occuper une fonction officielle, David-West n'est jamais très loin du président lorsqu'il s'agit de prendre de grandes décisions. David-West était l'une des six personnalités à avoir accompagné Buhari à la présidence le 29 mai lors de son investiture. Pour la gestion politique de la région

---

11. Yemi Osinbajo est avocat et professeur de droit. Il a exercé à Lagos, État dans lequel il a également été le ministre de la Justice sous le gouverneur Bola Tinubu (1999-2007), l'un des parrains politiques de Muhammadu Buhari. Il a également été l'un des auteurs dès 2014 du programme de la coalition au pouvoir All Progressives Congress (APC) « Roadmap to a New Nigeria ».

12. D. Iriekpen, « Babalola Tasks Lawyers On Arbitration », *This Day*, 3 avril 2007.

13. B. Augé, « Nigeria : les immenses défis pétroliers du nouveau président Muhammadu Buhari », *Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri, septembre 2015, [www.ifri.org](http://www.ifri.org).

pétrolière du delta du Niger, Muhammadu Buhari s'appuie sur **Paul Boroh**, son conseiller depuis août 2015 en charge de cette région ainsi que du programme d'amnistie<sup>14</sup> mis en place depuis 2009. Lieutenant-général en retraite, Boroh est un Ijaw issu de l'État de Bayelsa, tout comme une partie des « militants » qui mettent à mal la sécurité dans la région. Cependant, il a effectué la totalité de ses études et de sa carrière en dehors de sa région d'origine. Il a été en poste pour l'ONU en Sierra Leone et au Liberia ainsi que pour l'armée nigériane à Bakassi ou au nord, à Kaduna, en tant que directeur de l'école de formation pour les forces envoyées sur les théâtres d'opérations à l'étranger. Il ne jouit pas de la confiance des militants du fait de son statut de militaire, expliquant en partie la résurgence des violences dans la région avec les Niger Delta Avengers depuis février 2016. Quant à la nomination en novembre 2015 du ministre du delta, le pasteur **Usani Usani Uguru**, cela n'a pas davantage aidé à créer un lien avec les militants car ces derniers sont quasiment tous originaires des États de Delta, Rivers et Bayelsa alors que le ministre est originaire de Cross River.

## Ministres et secrétaires généraux de ministères

Le 11 novembre 2015, après six mois d'exercice du pouvoir, le président Muhammadu Buhari constitue son gouvernement<sup>15</sup> et remplace ou déplace la plupart des secrétaires généraux des ministères. Le gouvernement comporte quelques « ténors » qui se préparaient depuis longtemps à prendre des fonctions ministérielles, du fait de leur compétence ou de leur activisme durant la campagne électorale.

C'est d'abord le cas de **Babatunde Fashola**, l'ancien gouverneur de Lagos (2007-2015) qui prend le très important et technique portefeuille de l'électricité, des travaux et du logement. L'autre nomination qui n'est pas une surprise est celle de **Kayode Fayemi**, originaire de l'État d'Ekiti (au nord de Lagos) dont il a été gouverneur de 2010 à 2014. Ce dernier a été l'un des responsables du programme politique de Buhari et a hérité du difficile portefeuille des mines. Kayode Fayemi, docteur de l'University of London, est choisi pour impulser la stratégie de diversification de l'économie nigériane, qui, depuis les années 1970, dépend quasiment exclusivement des revenus du pétrole. Les mines représentent moins

14. Cette amnistie a permis à 30 000 militants du MEND de recevoir depuis 2009 une solde mensuelle ainsi que d'obtenir un accès privilégié à des formations au Nigeria comme à l'étranger.

15. Composé de 35 membres comme le nombre d'États au Nigeria à l'exception de l'État capital d'Abuja.

de 1 % du PNB au Nigeria mais sont réparties sur la quasi-totalité du territoire, la tâche est donc immense pour Kayode Fayemi. Le troisième ancien gouverneur qui a également fait une campagne active pour le président dans une région qui ne lui était pas du tout acquise, le delta du Niger, est **Rotimi Amaechi** (ex-gouverneur de Rivers située dans cette même région pétrolière). Ce dernier a été l'un des fers de lance du People's Democratic Party (PDP), parti de Goodluck Jonathan, jusqu'en 2013, année où il a pris le risque de rejoindre la plateforme d'opposition, All Progressives Congress (APC) qui a élu Muhammadu Buhari en 2015. Amaechi a été récompensé pour avoir déserté dès 2013, principalement pour des raisons stratégiques<sup>16</sup>, en obtenant le portefeuille des transports. À ce poste, il gère les aéroports, les ports, et a donc à sa disposition un budget conséquent. Un autre poids lourd politique et ancien gouverneur puis sénateur d'Anambra (sud-est), **Chris Ngige**, a pris le dossier du travail au gouvernement. Ce dernier a bénéficié d'une promotion similaire à celle de Rotimi Amaechi, ayant pris le risque politique de quitter le PDP dès 2013 dans un État très favorable au PDP. Cela lui a d'ailleurs coûté son siège de sénateur.

Le ministre des Sciences et de la Technologie, **Ogbonnaya Onu**, est également un ancien gouverneur de l'État d'Abia. Il a obtenu son poste ayant été l'un des artisans de la coalition APC avec son parti All Nigeria Peoples Party. En dehors de ces cinq personnalités politiques, certains portefeuilles sont occupés par des Nigériens reconnus dans leur domaine comme **Amina Mohamed** (environnement, État de Gombe) qui était auparavant la conseillère spéciale pour le développement du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. Cependant, cette dernière est partie du gouvernement en février 2017 pour rejoindre l'ONU à New York et devenir secrétaire général adjointe du nouveau patron de l'ONU **Antonio Guterres**. Le ministre de l'Intérieur est aussi reconnu, **Abdulahman Dambazau** (État de Kano) a été chef d'État-major des armées entre 2008 et 2010 et coordinateur de la sécurité de la campagne de Buhari. Après l'élection de 2015, Dambazau, titulaire d'un doctorat en criminologie, a continué à accompagner le président élu lors de nombreuses manifestations officielles. Le ministre de la Justice **Abubakar Malami** (État nordiste de Kebbi) était également préparé pour prendre ce portefeuille. Avocat de formation, il a été le principal conseiller juridique du Congress for Progressive Change, le parti de Buhari, à l'origine de la coalition All Progressives Congress (APC). Il était également conseiller de la campagne présidentielle infructueuse de Buhari en 2011. Enfin, le

---

16. Il n'avait aucun moyen de se présenter sous la bannière PDP à la présidentielle du fait de la présence de Goodluck Jonathan, issu de la même région que lui.

ministre de l'Information et de la Culture, **Lai Mohammed** (État de Kwara, centre-ouest) était également certain d'obtenir un siège au gouvernement, ayant été le responsable de communication de la campagne du candidat Buhari. Avocat de formation, il n'a cependant jamais réussi à se faire élire comme gouverneur.

En dehors de ces personnalités connues et reconnues, soit par leur compétence, soit par leur travail au côté du candidat Buhari, les autres membres du gouvernement sont davantage arrivés par surprise sur la liste distribuée par le chef de la fédération au Sénat. Le Sénat doit en effet interroger chacun des membres du gouvernement proposé par la présidence et donner son aval s'il juge que les candidats sont dignes de la fonction. Avant l'arrivée de Buhari au pouvoir, c'était aux gouverneurs qu'il incombait de proposer un nom afin que leur État soit représenté au gouvernement. Cependant, Buhari a mis un terme à cette pratique, d'où la surprise lors de la divulgation au Sénat du nom des prétendants.

Pour les portefeuilles les plus exposés, le président a choisi des personnalités à l'expérience moins reconnue. C'est le cas de la ministre des Finances, **Kemi Adeosun** qui était jusqu'alors Commissioner aux finances de son État, Osun (nord de Lagos). Diplômée en économie de l'University of London, elle a passé la plus grande partie de sa carrière en Grande-Bretagne où elle a travaillé pour British Telecom ainsi que pour Price WaterHouse Coopers (PwC). Le gouverneur d'Osun **Ibikunle Amosun**, très proche du président, a fortement poussé pour cette nomination. Amosun connaît Buhari depuis le début des années 2000, lorsqu'ils étaient tous deux actifs dans le parti d'opposition All Nigerian Peoples Party (ANPP). Le gouverneur et le président ont même fait ensemble le pèlerinage à La Mecque en 2015 et se sont également rendus en Chine en 2016<sup>17</sup>. Pour ce qui est du portefeuille de la défense, c'est **Monsur Dan-Ali** de l'État nordiste de Zamfara qui a été choisi. Ce poste est pourtant un piège. En effet, lorsqu'un militaire est à la présidence, la liberté d'action du ministre de la Défense dans cette configuration est extrêmement restreinte. De ce fait, Buhari n'a pas placé un haut gradé à la carrière éclatante ; ancien brigadier général, Monsur Dan-Ali a en effet achevé sa carrière militaire en 2013 comme directeur adjoint de la logistique au ministère de la Défense. Buhari a clairement choisi quelqu'un qui ne lui fera pas d'ombre. Dan-Ali avait été désigné par l'APC pour organiser les primaires du 30 septembre 2015<sup>18</sup> afin de choisir le candidat

17. O. Hakeem, « Five Governors President Buhari Respects », *Naij.com*, août 2016, [www.naij.com](http://www.naij.com).

18. A. Eziukwu, « Sylva Again Wins Bayelsa APC Governorship Primary », *Premium Times*, 30 septembre 2015.



du parti dans l'État stratégique de Bayelsa en vue de battre le candidat de Goodluck Jonathan, **Seriacke Dickson**. Ce dernier a finalement été reconduit.

Quant au ministre des Affaires étrangères, c'est **Geoffrey Onyeama**, un Igbo de l'État d'Enugu (région sud-est), qui a obtenu ce portefeuille. Le président a décidé de sélectionner une personnalité totalement extérieure au jeu politique nigérian et en dehors de la carrière diplomatique. Fils d'une grande famille d'Enugu<sup>19</sup>, il a vécu la quasi-totalité de son parcours scolaire à l'étranger (États-Unis, Royaume-Uni). Il a été ensuite pendant vingt ans en fonction à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle basée à Genève. Polyglotte, cet avocat n'a pas été particulièrement soutenu par la communauté Igbo, ni par le gouverneur d'Enugu qui est de l'opposition. Il a cependant l'avantage de ne pas avoir de passif au Nigeria qui pourrait jouer en sa défaveur. En revanche, pour la mécanique administrative et diplomatique, le ministre a pu dans un premier temps se reposer sur son expérimenté secrétaire général, l'ambassadeur **Bulus Lolo**, qui a notamment été conseiller à Dublin puis numéro un à l'ambassade à Addis-Abeba après être rentré aux Affaires étrangères en 1981. Bulus Lolo a été remplacé le 5 août 2016 par un autre diplomate de carrière, Olusola Enikanolaiye, ancien chargé d'affaires à l'ambassade du Nigeria à New Delhi en Inde. Cependant, ce dernier devrait prendre sa retraite dans le courant 2017. Un troisième secrétaire général serait alors nommé, et alors même que le ministre n'est pas un diplomate, cette situation pourrait affaiblir la position du Nigeria.

Le président nigérian a également nommé en novembre 2015 les secrétaires généraux des ministères. Tout comme Enikanolaiye, qui épaula un ministre qui n'est pas issu du ministère et qui n'a pas l'expérience des dossiers, d'autres secrétaires généraux de valeur ont été nommés lorsque les ministres étaient soit peu expérimentés en politique soit très éloignés du portefeuille qu'ils allaient occuper. La ministre des Finances, Kayode Adeosun, s'appuie beaucoup sur **Mahmoud Isa-Dutse** qui a été pendant plus de vingt ans banquier et administrateur de très importantes sociétés. Isa-Dutse a également été nommé au conseil d'administration de la NNPC en juillet 2016. Cas identique pour **Louis Edozien** – diplômé de Stanford en ingénierie électrique ainsi que de Cambridge en mathématique – nommé secrétaire général du ministère de l'Électricité et qui était l'un des directeurs exécutifs de la Niger Delta Power Holding Company. Il pourra

---

19. Son père, Charles Onyeama, a notamment été juge à la Cour internationale de justice de La Haye dans les années 1960-1970.

ainsi faciliter la tâche de Babatunde Fashola qui est un avocat et homme politique avant d'être un spécialiste des questions électriques.

## Sociétés et agences d'État

Nous n'allons pas faire la liste de toutes les nominations dans les sociétés et agences d'État, mais certains choix de l'actuelle administration méritent de s'y attarder. Durant cette première année de présidence, Muhammadu Buhari a remplacé la quasi-totalité des directeurs de sociétés publiques et des agences. En dehors de la NNPC dont nous avons déjà évoqué le cas, la première agence où le directeur a été remplacé, dès juillet 2015, est la Nigerian Maritime Administration and Safety Agency (NIMASA) dont la tâche est de sécuriser les eaux territoriales nigérianes. Foyer important de corruption, son responsable **Patrick Ziakede Akpobolokemi**, très proche de Goodluck Jonathan, a été immédiatement limogé. D'ethnie Ijaw, tout comme l'ancien président, il a dirigé cette institution clé pendant les cinq ans de la présidence Jonathan et est désormais inquiété par l'EFCC pour avoir passé des contrats, notamment avec Tompolo, l'un des leaders du mouvement du delta du Niger (MEND). Il a été remplacé à la NIMASA en mars 2016 par **Peterside Dokuku**, qui était un conseiller de Rotimi Amaechi lorsque celui-ci était encore gouverneur de Rivers. Rotimi Amaechi est l'un des proches du ministre des Transports. Le ministre des Transports est également parvenu à placer en janvier 2016 son ancienne Commissioner chargée de la communication, **Ibim Semenitari**, en tant que directrice par intérim de la très lucrative Niger Delta Development Commission (NDDC), alors même que cette nomination ne dépend en rien de son ministère<sup>20</sup>. Ces nominations sont clairement politiques et montrent combien Amaechi a réussi à être écouté sur les questions liées à sa région d'origine du delta du Niger. La NIMASA est en effet très active dans cette région pour la lutte contre la piraterie et la NDDC y finance des projets de développement. Néanmoins, Amaechi n'a pas réussi à peser sur la nomination de la nouvelle patronne de la Nigeria Ports Authority (NPA), **Hadiza Usman**, qui était jusqu'en juin 2016 la directrice de cabinet du gouverneur de l'État de Kaduna. La direction de la NPA, fonction essentielle se chargeant de la supervision de tous les ports du Nigeria où la corruption est également importante et par lesquels de nombreux barils de

---

20. Muhammadu Buhari a finalement décidé le 20 juillet de nommer l'ancien vice-gouverneur d'Akwa Ibom Nsima Ekere comme directeur général de la NDDC. Quant au président de cette même commission, il s'agit du sénateur All Progressives Congress de Cross River, Victor Ndoma-Egba. Ce dernier a fait défection du PDP en 2015 et a été intégré au Board of Trustees de l'APC en avril 2016. Il est récompensé pour son engagement pour la conquête de l'APC dans la région du delta du Niger.

brut volés transitent, sera désormais occupée par l'une des principales leaders du mouvement *Bring Back Our Girls* qui a milité pour le retour des jeunes filles kidnappées par Boko Haram dans le village de Chibok en 2014. Hadiza Usman est également la protégée du gouverneur de Kaduna, Nassir Ahmad El Rufai à qui elle doit son ascension. Elle travaillait à ses côtés lorsqu'il était déjà le patron du Bureau of Public Enterprises (BPE) ainsi que lorsqu'il a occupé le ministère de la capitale fédérale d'Abuja entre 2003 et 2007.

Le parcours du nouveau directeur de l'Asset Management Corporation of Nigeria (AMCON), **Ahmed Lawan Kuru**, qui s'occupe d'administrer les grandes sociétés en faillites et de les relever, montre qu'il n'est pas du sérail politique. Kuru a une carrière de banquier depuis une trentaine d'années. Il en est de même pour **Mahmood Yakubu**, professeur d'histoire politique, qui a été choisi en octobre 2015 président de la stratégique Independent National Electoral Commission (INEC). Ce dernier devra marcher sur les traces de son illustre prédécesseur, **Attahiru Jega**, qui avait réussi à surmonter la pression lors des élections particulièrement tendues de 2011 et 2015. Si des dizaines de nominations ont eu lieu au sein d'autres institutions, nous considérons qu'elles ne sont pas aussi essentielles à décrypter que celles mentionnées précédemment, particulièrement sujettes à la corruption par le passé.

## Des réseaux parallèles d'hommes de confiance

Au cours de nos entretiens, certains noms de personnalités proches du président sont revenus à plusieurs reprises. Ces derniers sont ceux dont Buhari se réclamait bien avant l'élection de 2015, des proches avec lesquels il fallait par exemple négocier pour rencontrer le « vieux chef » en campagne. Buhari les a placés à des postes centraux afin de traiter les deux principaux maux du Nigeria : la corruption et l'absence de sécurité (Boko Haram). Il faut d'abord mentionner **Lawal Musa Daura**, qui est depuis le 2 juillet 2015 le directeur général du Department of State Service (DSS), l'influent service de renseignement intérieur. Daura vient de Katsina et du même Local Government Area (LGA)<sup>21</sup> que Buhari. Lawal Musa Daura était en retraite de l'armée depuis longtemps mais a été rappelé par Buhari début 2015 afin de devenir le chef de sécurité de la campagne du candidat. Buhari compte sur son ami pour obtenir de l'information de première main afin de prendre les décisions qui s'imposent notamment en termes de

---

21. Le Local Government Area est le niveau de décentralisation au Nigeria en dessous de l'État fédéral. On en dénombre 774 dans tout le pays.

nomination et de corruption. Lawal Musa Daura scrute à la loupe avec ses équipes tout CV dont le propriétaire est promis à une haute fonction. L'autre personnalité ayant une réelle proximité avec Buhari est **Hameed Ibrahim Ali**. Depuis août 2015, ce dernier est le contrôleur général du Nigerian Customs Service, les douanes nigérianes. Contrôler les douanes est pour Buhari une nécessité absolue afin de contenir la corruption et également faire remonter de l'information. Hameed Ibrahim Ali, issu de l'État nordiste de Bauchi est tout comme Lawal Musa Daura un ancien militaire en retraite. Il a été gouverneur militaire de l'État de Kaduna sous la présidence de Sani Abacha. Il faut également souligner l'influence grandissante du neveu du président **Mamman Daura**, qui l'accompagne en permanence et le conseille sur de nombreux dossiers.

En dehors des rares personnalités nommées ayant une réelle influence sur le président, celui-ci peut également compter sur certains réseaux parallèles. L'un d'entre eux est symbolisé par un Nigérien, **Hachim Alkaidi Touré**, ancien ambassadeur au Soudan, en Arabie Saoudite et en Libye. Hachim Alkaidi Touré connaît depuis longtemps Buhari et ce dernier lui a demandé dès le début de sa présidence de lui mettre à disposition des experts dans des domaines clés de l'économie sur lesquels il pourra s'appuyer pour obtenir un deuxième avis après avoir consulté son administration. Touré a ainsi été responsable de la mise en place d'une équipe d'experts sur les questions d'énergie, de pétrole et de gaz. Il travaille depuis la mi-2015 avec le spécialiste pétrolier Koweïti **Sheikh Ali Alqadiri** ainsi que **Sheikh Walid Al Rawaf**, un prince saoudien qui a été l'un des dirigeants de la Saudi Aramco (société d'État) jusqu'en 2000. Si nous avons pu nous procurer la liste des conseillers officieux du président nigérian sur les secteurs du pétrole et de l'électricité, il est fort probable qu'il procède de la même manière pour obtenir des avis extérieurs, en dehors de l'administration, sur d'autres sujets.

## La relation entre le président Buhari et sa coalition de l'All Progressives Congress (APC)

Nous avons rencontré à plusieurs reprises les dirigeants de l'APC. La déception dans l'*establishment* de cette coalition va croissante car le président et son entourage proche ne la consultent quasiment jamais. Au sujet de la liste des « ministrables », aucun débat n'a pu avoir lieu, l'APC n'ayant obtenu le nom des prétendants qu'au moment où le Sénat les auditionnait. De plus, plusieurs « ténors » de l'APC sont mis en cause par la justice nigériane. C'est le cas du président du Sénat, **Bukola Saraki**

(ancien gouverneur de l'État de Kwara), qui a réussi à être élu à son poste à la faveur d'une alliance avec l'opposition, en promettant notamment la vice-présidence au sénateur d'Enugu, **Ike Ekweremadu**. Saraki, qui n'était pas le candidat de Buhari, paye depuis le début 2016 cette stratégie d'alliance avec l'opposition et est accusé d'avoir caché au Sénat plusieurs comptes bancaires. Enfin, les parrains de la création de l'APC, qui ont soutenu le président, tels que **Bola Tinubu** (ancien gouverneur de Lagos), **Atiku Abubakar** (ancien vice-président entre 1999 et 2007), **Rabiu Kwankwaso** (ancien gouverneur de Kano et actuel sénateur) se plaignent en privé de n'avoir que très peu d'influence dans les nominations et dans les principales décisions politiques. Quant aux deux autres poids lourds de l'APC, le gouverneur de Sokoto, **Aminu Waziri Tambuwal** (ancien président du parlement), et celui de Kaduna, Nasir Ahmad el Rufai (ancien ministre de la capitale Abuja sous Olusegun Obasanjo), ils se préparent pour les prochaines échéances présidentielles en espérant faire de leur État une vitrine. Il n'est pas exclu que certains des leaders de l'APC quittent le navire en cours de mandat pour créer leur propre parti ou rejoindre le parti d'opposition, le PDP, si ce dernier parvient à refaire surface. Il n'est pas non plus exclu que certaines de ces personnalités influentes décident de bloquer les textes au Sénat, directement comme Kwankwaso ou indirectement comme pourraient le faire les autres poids lourds de l'APC<sup>22</sup>.

---

23. Voir l'exemple sur la nomination de Magu de l'EFCC.

# L'impact de la gouvernance Buhari sur les affaires nigérianes

Le tempo très lent des nominations ainsi que des décisions majeures sous la présidence Buhari est plutôt rassurant du point de vue de la probité des personnes choisies. Cependant, parfois, ce rythme aggrave les difficultés économiques du pays. Si plusieurs nominations clés à la présidence ont été entérinées assez rapidement, le Nigeria n'a pas eu de gouvernement avant le mois de novembre 2015, soit six mois après la prise de fonction du président. Plus problématique encore, alors que l'économie du Nigeria est fortement impactée par la baisse des cours du brut et l'absence de décision de dévaluation sur la monnaie<sup>23</sup> (qui n'a finalement été prise qu'en juin 2016), la fédération n'a pas voté son budget 2016 avant le mois de mai. En d'autres termes, entre le mois de janvier et mai 2016, aucun investissement public n'a pu être engagé et de nombreux salaires de fonctionnaires et contractants dont dépendent des projets d'État ont tardé à être versés. Ce retard est évidemment dû à la revue de tous les projets en cours, ainsi que de l'état des ministères suite à la période Goodluck Jonathan mais également à une grande confusion au sein des services du ministère du Budget qui ont mal fonctionné avec la présidence. À l'international, de nombreuses ambassades n'ont pas d'ambassadeurs et ce depuis que 47 d'entre eux ont été relevés de leur fonction à l'arrivée du président Buhari. Les nouveaux impétrants (tous des diplomates de carrière) ont été auditionnés par le Sénat nigérian seulement à la fin du mois de juillet 2016 et leur arrivée dans les capitales étrangères ne devrait pas se concrétiser avant mi-2017. Si l'arrivée de diplomates de carrière et la diminution annoncée du nombre d'ambassadeurs « politiques » ne sont pas forcément une mauvaise mesure<sup>24</sup>, le fait que plus d'un quart des ambassades n'aient eu, pendant deux ans, qu'un chargé d'affaires, n'est pas de nature à crédibiliser le pays à l'étranger. La lenteur à pourvoir des postes dans l'administration ou dans les ministères est caractéristique de la

---

23. Pour aller plus loin sur l'état de l'économie nigériane en chiffre, voir « Nigeria Changes Course with Painful Devaluation », *Financial Times*, 16 juin 2016, [www.ft.com](http://www.ft.com).

24. Une partie des ambassadeurs nigériens n'étant pas des diplomates de carrière, ils se voient reprochés par Buhari le fait d'utiliser leur position pour développer leurs affaires personnelles plutôt que de représenter les intérêts du Nigeria.

personnalité de Muhammadu Buhari. Sa confiance dans les hommes qui représentent les institutions nigérianes est très limitée, à moins qu'il ait la certitude de la probité des titulaires des charges. Or ce travail de « screening » prend du temps au Nigeria du fait du nombre important de postes à responsabilités. Le président nigérian préfère ainsi consulter et recouper les informations avec son ami du DSS, Lawal Musa Daura, afin d'être certain de placer la bonne personne. Parfois, les personnes qui l'ont côtoyé de près ont l'impression que les institutions (ministères, assemblées) sont des obstacles pour Buhari, qui a eu l'habitude de travailler en passant au-dessus de celles-ci lorsqu'il était président militaire entre 1983 et 1985. Le fait que le secrétaire d'État au travail, **James Oholi** (État nordiste de Kogi), mort dans un accident de la route en février 2016, n'ait toujours pas été remplacé en février 2017<sup>25</sup>, démontre bien que le président ne voit pas d'urgence à s'entourer de gens qu'il ne considère pas comme indispensables, et ce même si l'État de Kogi n'est actuellement plus représenté par aucun ministre, situation suscitant la colère des autorités locales.

La question centrale est de savoir sur quels critères juger une bonne nomination. Jusqu'à maintenant, Buhari a clairement créé un problème de gouvernance géopolitique du pays. Deux raisons à cela. D'une part, on constate la surreprésentation des Nigériens venant du Nord (en particulier de l'État de Borno) par rapport à certaines régions comme le delta du Niger et l'Igbo land, particulièrement sous-représentées dans les nominations au plus haut niveau. Le secrétaire d'État au Pétrole ainsi que le ministre du Budget viennent du delta mais en dehors de ces deux personnalités, les nominations de figures issues de cette région restent très limitées. La remarque est identique pour l'Igbo land (Enugu, Abia, Anambra, Ebonyi, Imo). La deuxième difficulté est le nombre de militaires ou d'anciens militaires en poste en dehors de l'armée. La nomination de Paul Boroh, conseiller sur le delta du Niger est clairement maladroite. Les militants de cette région qui se sont remis à vandaliser les infrastructures pétrolières depuis février 2016 n'ont aucun respect pour les militaires, y compris pour ceux issus de leur région. Le souhait du président de normaliser la situation de cette région se heurte au fait qu'il faudra toujours privilégier le politique sur le militaire et le sécuritaire dans la région du delta du Niger. Cela s'explique par le fait que la quasi-totalité du pétrole et du gaz y est concentrée et que les habitants de ces neuf États peuvent prendre en otage l'industrie de ce secteur pour faire pression sur le gouvernement. C'est ce qui se passe de façon quasi continue depuis la fin des années 1990.

---

26. Il sera intéressant de scruter le temps nécessaire à Buhari pour remplacer Amina Mohamed partie en février 2017 de son poste de ministre de l'environnement.

Les populations de cette région et de l'Igbo land (au total plus de 40 millions d'habitants) se sentent historiquement marginalisées dans la fédération depuis la guerre du Biafra. Cependant, depuis le début de son mandat, le président Buhari<sup>26</sup> a tendance à exacerber ce sentiment, notamment *via* les nominations. Le fait d'avoir si peu de cadres les représentant au niveau fédéral est ressenti d'une certaine manière comme une punition par les habitants de ces régions. Or, il est important pour Muhammadu Buhari de convaincre dans cette région où les habitants ont massivement voté pour son concurrent, Goodluck Jonathan. S'il s'est montré volontaire pour nettoyer les zones polluées par les déversements de brut avec sa ministre de l'Environnement, Amina Mohamed, il a cependant donné trop peu de gages à la population. Les groupes indépendantistes comme l'IPOB<sup>27</sup> de l'activiste Igbo Nnamdi Kanu ou alors les Ijaw des Niger Delta Avengers qui prônent le contrôle total de l'industrie pétrolière sont de plus en plus virulents.

Une autre difficulté concernant les nominations tient à la faiblesse de certains profils choisis. Le cas de Babachir David Lawal comme secrétaire du gouvernement de la fédération est symptomatique de cette faiblesse, ce dernier n'ayant quasiment aucune expérience de l'administration alors même qu'il a un rôle de supervision sur la totalité des ministères. La nécessité de prendre des personnalités irréprochables sur le plan de l'intégrité et de la probité implique parfois la promotion de cadres peu expérimentés pour de hautes fonctions. De même, la nomination de Rotimi Amaechi comme ministre des Transports ne fait pas l'unanimité. Il semble évident que cela ne soit pas la probité qui ait contribué à ce choix, il s'agit davantage de récompenser Amaechi d'avoir pris le risque de choisir la coalition d'opposition dès 2013. Ce dernier mène actuellement une guerre ouverte avec son successeur au poste de gouverneur de Rivers, Nyesom Wike, ce qui n'arrange en rien l'état de cette région clé du delta du Niger, pourtant déjà fragile.

De nouvelles crises sont également à craindre sous la présidence de Muhammadu Buhari s'il continue de négliger sa majorité et la coalition APC, qui n'est au fond qu'un agrégat de partis sans la moindre ligne idéologique. S'il ne met pas davantage l'APC au centre du jeu, il risque d'accroître les réticences à son égard, notamment de la part des parlementaires et sénateurs, qui au Nigeria comptent et ont une capacité réelle de blocage. Cela est d'autant plus crucial alors que le président du

---

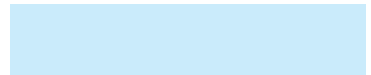
27. On soulignera ici les efforts du vice-président, Yemi Osinbajo, qui a passé presque une semaine dans le delta du Niger à la mi-février 2017 afin d'apaiser les hommes politiques et militants de cette région pétrolière.

27. Indigenous People of Biafra.



Sénat, Bukola Saraki, est menacé d'être écarté, tout comme son vice-président.

Ces 18 mois de pouvoir de Muhammadu Buhari montrent combien le président est totalement hermétique à la pression politique, courante au Nigeria. Les parrains qui l'ont aidé à être élu n'ont qu'une influence limitée. Les gouverneurs de l'APC et les leaders nationaux du parti n'ont pas davantage de poids. Les hommes d'affaires, autrefois puissants, ne sont pas courtisés par la présidence et ne jouissent pas d'une proximité comme sous les anciennes présidences. Cela montre que le président n'est pas sous influence comme l'était son prédécesseur Goodluck Jonathan qui avait des ministres parfois plus puissants que lui. Cette indépendance représente une avancée positive. Toutefois, à force de marginaliser certaines forces politiques du pays, le président court le risque de bloquer le Nigeria. Il est difficile de faire avancer un pays aussi complexe en ne changeant jamais sa ligne et en écartant, comme dans les années 1980, les opposants politiques ainsi que les fonctionnaires réfractaires. La gestion de la région du delta est parfaitement illustrative de ce manque de flexibilité dont le Nigeria a pourtant grandement besoin, même si les prédécesseurs de Buhari ont péché par bien trop de laisser-aller. Enfin, la concentration du pouvoir qu'il a souhaitée – il est président ainsi que ministre du Pétrole et officieusement ministre de la Défense – montre une incapacité inquiétante à déléguer. Cette première séquence de la présidence Buhari traduit aussi une certaine nostalgie du passé le poussant à s'entourer de personnalités nées bien avant l'indépendance.



**ifri**

institut français  
des relations  
internationales

